

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

NEGOCIATIONS COMMERCIALES ET APE : Les acteurs non-étatiques face à la date butoir

- Economie -

Date de mise en ligne : mardi 14 octobre 2008

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Renouant avec la tradition des Forums du temps de feu Jacques Bugnicourt, Enda Tiers Monde a réuni un panel à Doua Seck pour s'interroger sur le thème « Quel commerce pour quel développement ? ». Dans le contexte marqué par la crise financière mondiale qui a même masqué la crise alimentaire, selon les intervenants, il s'agit pour l'Afrique de ne pas rater le rendez-vous de la mi-2009 fixé comme date butoir pour la signature des Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les pays ACP.

Introduit par la Directrice exécutive s'Enda , Mme Ouédraogo, le Forum qui a vu la participation d'une centaine d'intellectuels, de membres de la société civile et des médias, aura permis de camper les enjeux grâce aux éclairages de Taoufik ben Abdallah s'Enda et de Christophe de Vroey de la Commissions de l'UE. Partant du constat que l'essentiel des pays concernés ont refusé de signer les APE en l'état actuel, le modérateur Mounirou Fall a expliqué que l'accord de Cotonou et ses suivants, les conventions de Lomé I, II, III et IV n'ayant pas permis de mettre les pays africains dans un cycle vertueux de croissance, il s'agit de redresser la barre.

C'est dans ce sens que M. Ben Abdallah a démontré les limites du paradigme qui veut qu'une plus grande libéralisation des échanges commerciaux devait produire plus de croissance et, partant, une réduction de la pauvreté. Selon lui, il faudrait d'abord que les pays concernés disposent d'une bonne assise économique, alors que pour les économies fragiles de la sous-région, la dérégulation qui a fait suite aux ajustements structurels des années 80 et 90 a fait qu'aggraver la situation. Ce qui milite en faveur de la position des 13 pays de la **Cedeao** qui ont refusé de signer, pour la plupart des PMA bénéficiant encore de la facilité préférentielle « *Tout sauf les armes* » pour leurs exportations sur le marché européen. Alors que la Côte d'Ivoire et le Ghana ont paraphé des accords intérimaires et que le Nigéria est une économie plus développée.

Il a souligné en fin de compte qu'il y a aussi l'émergence des nouveaux interlocuteurs que sont la Chine, le Brésil et l'Inde, autorisant les Africains à vouloir renégocier sur d'autres bases. Pour autant, comme l'a dit le journaliste Mounirou Fall, « les APE font partie du package de Cotonou, puisqu'il était prévu qu'au 1er janvier 2007, les pays ACP devaient arriver avec l'UE à un accord asymétrique devant conduire à une libéralisation d'au moins 80 % d'ici 10, 20 ou 30 ans. Et c'est parce que la question des délais constitua un autre blocage, qu'une date butoir a été fixée à la mi-2009 ».

M. Christophe de Vroey s'est quant à lui contenté de faire l'historique de cette coopération exemplaire de près de 50 ans. Il a ensuite fait ressortir les gains qu'en ont tirés les **ACP** en regard de leurs relations avec le reste du monde, avant de montrer le caractère égalitaire des APE qui devaient également favoriser le développement et l'intégration sous-régionale. Il a lui aussi dressé un état des lieux des négociations à l'heure où la crise financière est venue perturber les schémas. En tout état de cause, le Forum a dégagé au moins une convergence autour de la nécessité d'aboutir à un accord d'ici le milieu de l'année prochaine.

Fara Sambe

lire aussi sur Pambazuka News : **Les nouvelles priorités de développement pour les ACP** par Abel Gbêtoénonmon (2008-10-03)

et sur www.presseafricaine.info : APE : **LES ONG FRANCAISES DENONCENT LES PRESSIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE DANS LES NEGOCIATIONS CARAIBES** - AITEC / OXFAM FRANCE - AGIR ICI /

PEUPLES SOLIDAIRES Communiqué de presse - 26 septembre 2008

et sur ipsinternational.org (15 octobre) : [Embarras au sujet de la diversion des APE](#), par David Cronin
